

Démantèlement des « camps de Roms »

Les associations signataires tiendront une conférence de presse et appellent à un grand rassemblement devant la Mairie centrale à l'occasion du Conseil Municipal. Des tracts seront distribués aux élus vers 8 h 00.

LUNDI 12 DECEMBRE 2011
à 11 H 30

Partout en France et en Europe s'élèvent les voix pour dénoncer la politique indigne, inhumaine et xénophobe des gouvernements Européens, dont la France.

Le Comité Européen des Droits Sociaux estime que la politique de démantèlement des camps décidée par la France est discriminatoire et contraire à la dignité humaine.

La Ville de Marseille et la Communauté urbaine refusent encore à ce jour de se démarquer d'une telle politique, alors que des solutions et des propositions existent.

Notre courrier joint, adressé le 18 novembre à Messieurs Gaudin et Caselli est à ce jour sans réponse.

Nous n'avons de cesse de demander la tenue d'une table ronde regroupant l'ensemble des collectivités territoriales et des services de l'Etat pour construire des réponses concrètes, pérennes et respectueuses des Droits de l'Homme.

Le Maire de Marseille et les Citoyens marseillais doivent donner l'exemple en se mobilisant activement pour empêcher toute expulsion, qui, comme le souligne le jugement du TGI (ci-joint), ne fait « que déplacer le problème ».

Premiers signataires : La Ligue des Droits de l'Homme, Rencontres Tsiganes,